

*Remis à M. Keren le 28.7.44**P. G.*Strictement confidentiel

Lorsqu'il fut mis au courant des événements concernant l'Université d'Oslo, au début de décembre 1943, le Chef du Département Politique s'était demandé aussitôt s'il pouvait tenter quelque chose en faveur des professeurs et des étudiants atteints par les mesures annoncées.

Ayant reçu, entre autres, de l'Association suisse des femmes universitaires une lettre datée du 22 dit mois, où l'on lisait:

"La nouvelle de l'emprisonnement et de la déportation d'un grand nombre d'étudiants norvégiens et de leurs professeurs a produit chez nos membres une impression extrêmement douloureuse. Afin de ne pas nuire à nos collègues et aux membres de la Fédération internationale des femmes universitaires habitant les pays occupés, nous renonçons à protester dans la presse suisse contre ces mesures particulièrement draconiennes.

Toutefois il nous importe de vous faire savoir que nous approuvons pleinement les manifestations des étudiants suisses en faveur des universités norvégiennes, de leurs professeurs et de leurs étudiants. Nous nous joignons à eux pour vous prier instamment de faire tout ce qui sera en votre pouvoir pour alléger moralement et matériellement le sort de ces intellectuels et pour hâter le moment où ils pourront reprendre leurs travaux scientifiques",

il répondit le 28:

"... il va de soi que tout ce que nous pourrions faire pour les étudiants internés et déportés nous le ferons de grand coeur."

Il ne tarda pas, en effet, à prendre contact avec le ministre d'Allemagne à Berne pour lui exposer qu'il



serait très heureux de pouvoir venir en aide aux étudiants transférés dans le Reich. Il pensait à des visites de camps, des expéditions de livres et des envois de paquets alimentaires.

Constatant que l'accueil fait à sa suggestion ne donnait pas à bref délai les résultats qu'il aurait désirés il chargea sa Légation à Berlin de s'en entretenir à son tour avec le Ministère des Affaires Etrangères. Il apprit ainsi au début de mars que, pour éviter qu'un aspect politique ne fasse naître une question de prestige et ne gêne l'aide éventuelle, il fallait se garder de toute démarche spectaculaire et publique de nature à agiter les esprits.

La plupart des étudiants, assurait-on, n'étaient pas à proprement parler dans un camp de concentration, mais traités comme les membres du service du travail; ils allaient bien et leur nourriture était suffisante.

Cependant, tel n'était peut-être pas le cas d'une minorité "concentrée", elle, à part et considérée comme formée d'éléments exigeant des mesures spéciales.

Dans la seconde partie du mois, une nouvelle communication porta à sa connaissance que le Gouvernement allemand préférait ne pas donner suite à la suggestion de la Suisse comme telle. Par contre, l'intervention de la Croix-Rouge internationale, elle, n'était pas exclue. On confirmait à cette occasion que les étudiants étaient convenablement traités et que la plupart d'entre-eux seraient de nouveau en Norvège.

Mais ce renseignement fut rectifié et précisé ultérieurement - dans le courant d'avril - dans ce sens qu'en réalité, ces étudiants n'auraient pas été à proprement parler déportés.

Par contre, ceux qui avaient été emmenés en Allemagne s'y trouvaient encore. Ils avaient été autorisés à recevoir

des colis. En fait, par la Croix-Rouge ils en recevaient. Le sort de ceux qui étaient en Alsace ne donnait pas lieu à d'immédiates inquiétudes.

Beaucoup moins claire et, par conséquent, moins satisfaisante, était la situation de la minorité, qualifiés de communistes, maintenus dans le camp de Buchenwald. Des efforts étaient faits pour qu'ils soient à leur tour visités par un délégué du CICR.

La Légation de Suisse à Berlin reçut pour instructions d'assister la Croix-Rouge dans toute la mesure du possible.

Dans la première partie de juillet 1944 elle fit savoir qu'en ce qui concernait le camp de concentration de Buchenwald, les délégués de la Croix-Rouge étaient de l'avis que le traitement des étudiants qui s'y trouvaient internés était "satisfaisant". En août, ils espéraient pouvoir visiter le camp et ne manqueraient pas de s'informer de l'état dans lequel se trouvaient ces étudiants.
